

	<p>Local Syndical : CFP de Châteaulin 5, Place de Kerjean CS 90055 29150 Châteaulin</p> <p>solidairesfinancespubliques.ddfip29@ dgfip.finances.gouv.fr</p>	
---	--	---

Comité Technique Local du 25 avril 2022

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Nous sommes réuni.es, ce jour, dans le cadre d'un Comité Technique Local devant entériner les projets retenus au titre du fonds pour l'amélioration du cadre de vie au travail des agent.es des Finances Publiques du Finistère.

En septembre 2021, le Directeur Général annonçait son intention d'ouvrir une négociation collective sur la reconnaissance de l'engagement des personnels, dont il a rapidement restreint le périmètre.

Dès le début de ce cycle de négociations, et tout au long de celui-ci, **Solidaires Finances Publiques** a poussé les feux pour essayer d'obtenir du mieux disant par rapport à ce qui était initialement proposé par la Direction Générale.

Le 22 octobre dernier, les Organisations Syndicales représentatives signaient le protocole portant sur la reconnaissance de l'engagement des agentes et des agents de la DGFIP, sans masquer cependant que ce dernier était très largement insuffisant.

Ce protocole validait trois grands axes d'actions portant sur :

- Une mesure indemnitaire exceptionnelle.
- Un volet promotion.
- Un fonds dédié à l'amélioration du cadre de vie au travail des agent.es.

Solidaires Finances Publiques vous rappelle, Monsieur le Président, que cet "os à ronger" ne saurait cacher la préoccupation première des agent.es qu'est la forte dégradation de leur pouvoir d'achat.

Même si ce protocole inscrit quelques avancées sur chacun des axes négociés, il s'éloigne sur bien des aspects des revendications portées au quotidien que ce soit en matière de pouvoir d'achat, de parcours de carrière, de reconnaissance des engagements de toutes et tous, ou des conditions de travail.

Dans un contexte d'instabilité entretenue et de pénurie organisée, c'est l'adaptation et la technicité des personnels de la DGFIP qui permettent de maintenir les missions de service public. Mais sans que jamais leur expertise ne soit reconnue en monnaie sonnante et trébuchante ! Tout juste une prime "one shot", et pas pour tout le monde...

Pour **Solidaires Finances Publiques**, cette prime exceptionnelle reste dérisoire, une goutte d'eau dans l'océan, par rapport aux pertes de pouvoir d'achat subies par les agent.es.

En effet, depuis 2010, le point d'indice n'a été revalorisé que de 1,7 %, alors que l'inflation cumulée sur la même période est de 14,1 %. Érosion constante qui a conduit à une perte de pouvoir d'achat de plus de 20 % entre 2000 et 2020.

Le fonds dédié à l'amélioration du cadre de vie au travail des agent.es. a été abondé à hauteur de 10 millions d'euros par la Direction Générale. L'enveloppe allouée à la DDFiP du Finistère étant de 110 000 euros.

Rappelons que ce fonds n'a pu être basculé, comme l'exigeait **Solidaires Finances Publiques**, sur l'enveloppe dédiée à la mesure indemnitaire, en raison de la fongibilité asymétrique des budgets de la Loi Organique relative aux Lois de Finances.

Ensuite, la Direction Générale a indiqué que si les Organisations Syndicales ne tombaient pas d'accord sur l'utilisation de cette enveloppe, celle-ci financerait le budget informatique. D'aucuns parleraient de chantage...

L'amélioration de la qualité de vie au travail ne se limite pas, pour **Solidaires Finances Publiques**, à la seule amélioration du cadre de vie.

L'essentiel, au titre de l'amélioration des conditions de travail des agent.es, est effectivement bien ailleurs, et surtout dans l'amélioration des moyens, notamment humains, et des outils qui, au quotidien, permettent d'exécuter nos missions.

Les réorganisations incessantes, dont le mortifère Nouveau Réseau de Proximité, sont avant tout la conséquence de choix budgétaires ultra libéraux, se traduisant par une baisse continue des effectifs, dégradant inexorablement les conditions de vie et les collectifs de travail.

A ce jour, **Solidaires Finances Publiques du Finistère** n'a aucune remontée positive du terrain des services restructurés : les vitesses de croisière promises par la Direction ne semblent jamais devoir être atteintes, et s'apparentent davantage au "Titanic" qu'à la "Croisière s'amuse" !

En ce sens, **Solidaires Finances Publiques** réaffirme ces revendications :

- L'arrêt des suppressions d'emplois et une politique de recrutement sous statut pour combler, a minima, les vacances de postes.

- L'arrêt des réorganisations incessantes qui détériorent à chaque fois un peu plus les conditions de travail, érodent le sens du travail, et percutent la conscience professionnelle des agent.es.
- Une augmentation significative et pérenne de la rémunération de l'ensemble des agentes et des agents, passant notamment par une revalorisation conséquente du point d'indice et de notre régime indemnitaire.
- La reconnaissance de l'investissement et la technicité des agent.es des Finances Publiques par un abondement conséquent des promotions intra et inter catégorielles.

Et, puisqu'en juin prochain, la Direction Générale a enfin décidé d'ouvrir des négociations sur notre régime indemnitaire, **Solidaires Finances Publiques** revendique :

- L'attribution de 20 points d'ACF à l'ensemble des personnels, ce qui représente 1 101 € par an (un peu plus de 90 € par mois).
- La revalorisation de l'IMT à 200 € mensuels avec l'application du taux «normal» de pension civile, soit une majoration de 90 € par mois environ.
- La revalorisation de 60 points d'indice de toutes les grilles indiciaires.
- La non application du RIFSEEP et le refus de tout dispositif de rémunération au mérite.

Pour conclure, cet "os à ronger" n'est donc pas la nourriture que **Solidaires Finances Publiques** attend. Pour autant, nous entendons ne pas en laisser une miette.

Solidaires Finances Publiques exige également que toutes les actions recensées au cours de ces dernières semaines, et qui relèvent d'autres budgets, trouvent une réponse positive dans les meilleurs délais.

Ce n'est certes pas ce qui répondra à la casse de notre Administration, à la pénurie d'emplois, à la perte de sens de nos missions, ou à la baisse continue de notre pouvoir d'achat ; mais cela fait partie de la vie au travail, et **Solidaires Finances Publiques** prendra toute sa part pour l'améliorer, comme nous l'avons fait dans le cadre de cette opération.